

**NATIONAL
CULTURAL
STRATEGY
WORKSHOP**
A Chalmers Event

**20
09**

**UN ATELIER DE
STRATÉGIE NATIONALE
POUR LE SECTEUR
CULTUREL**
Un événement Chalmers

12 et 13 mars 2009 ~ Ottawa, Ontario

**Rapport sur la création d'un
consensus dans le secteur des arts et
de la culture du Canada**

Conférence canadienne des arts

Avril 2009

Table des matières

1. Rapport sur l'Atelier national sur la stratégie culturelle, 12 mars 2009
 - a. Analyse de la création d'un consensus présentée par Americans for the Arts
 - b. Structure de réalisation des objectifs du consensus : 5 champs d'action
 - c. Le contexte canadien
 - d. Planification de scénario c. planification stratégique

2. Rapport sur le déjeuner de travail de la Conférence canadienne des arts, le 13 mars 2009
 - a. Modèles de création de consensus chez les Américains
 - b. Scénarios de politique pour le groupe de travail

3. Prochaine étape : création d'un consensus par la Conférence canadienne des arts dans le secteur des arts et de la culture

Annexe : Rapports des groupes de discussion des scénarios de politique :

- Le financement fédéral au Canada
- L'économie de la création
- L'enseignement des arts
- Autres questions

Mise en contexte

La Conférence canadienne des arts (CCA) a tenu le 12 mars 2009 à Ottawa un Atelier national sur la stratégie culturelle. L'Atelier, et le déjeuner de travail du conseil d'administration le lendemain 13 mars auront été des journées productives à plusieurs points de vue. Ces deux journées constituaient en effet une invitation à plus d'une centaine de représentants venant de tous les coins du pays à poursuivre ensemble la démarche de recherche de consensus amorcée par les Forums régionaux tenus à la fin de 2008. Le but ultime de ces discussions était l'identification d'objectifs communs à tout le secteur et la création de réseautage menant à une plus grande unité d'action afin de maintenir les arts et la culture dans le débat public.

Plus de 110 personnes de toutes les disciplines, organisations et parties du pays ont participé à [l'Atelier national sur la stratégie culturelle](#) donné le 12 mars par Anne L'Ecuyer, de l'organisation *American for the Arts*. La fin de l'atelier a permis d'identifier un certain nombre de préoccupations et de priorités politiques qui ont inspiré les discussions du lendemain matin lors du déjeuner de travail de Conseil d'administration de la CCA.

En effet, le 13 mars 2009, le Conseil d'administration rencontrait une quarantaine de représentants d'organismes clés dans le secteur arts et culture pour explorer davantage les façons de créer plus d'unité d'action en vue d'une meilleure représentation des intérêts du secteur. Les participants couvraient toutes les disciplines et régions au pays. On s'est entendu pour dire que le secteur arts et culture a besoin de développer un message plus cohérent concernant ses priorités sa contribution dans la société canadienne, tant auprès de la population en général qu'auprès des décideurs. Face à ce consensus, la CCA a convenu de mettre sur pied un comité de travail pan-sectoriel chargé de s'attaquer à ces objectifs dans les plus brefs délais.

Le rapport qui constitue un compte-rendu des propos tenus les 12 et 13 mars dernier ainsi qu'une brève analyse des prochaines étapes dans la poursuite d'une plus grande coordination à l'intérieur du secteur.

1. Rapport sur l'Atelier national sur la stratégie culturelle, 12 mars 2009

a. Exposé d'AFTA sur la création d'un consensus

Notre conférencière invitée, Anne L'Ecuyer d'*Americans for the Arts* (AFTA), a fait une allocution très intéressante sur les façons dont l'AFTA s'y prend pour réussir à créer un programme fédéral annuel de politique, tout en jouant un rôle important auprès des organismes locaux et des décisionnaires au niveau de l'État. L'AFTA détermine quels sont ses groupes clients dans le secteur et travaille avec eux pour réaliser leurs objectifs de politique. Les groupes clients sont notamment les suivants : les organismes locaux et les agences d'État qui offrent des services dans le domaine des arts, les entreprises de la création, les organismes sans but lucratif, les artistes, les différentes cultures, le développement communautaire, les partenariats d'affaires, l'enseignement des arts, l'art des lieux publics et celui de l'aménagement des villes, et d'autres...

Le réseautage à l'intérieur du secteur américain des arts et de la culture permet à ces groupes cibles de convenir ensemble d'objectifs qui s'appliquent à tous les niveaux de l'engagement civique. Ces objectifs incluent ce qui suit :

- Favoriser les environnements dans lesquels les arts rayonnent et rendent les communautés plus vivables.
- Générer plus de ressources publiques et privées pour les arts et l'enseignement des arts.
- Faire apprécier la valeur des arts à tous les Américains sur une base individuelle.

b. Structure de réalisation des objectifs du consensus : cinq champs d'action

Pour travailler à l'intérieur d'un cadre structuré, Anne L'Ecuyer a mis en valeur l'importance de cinq champs d'action utilisés pour mettre en oeuvre le mandat de l'AFTA avec ses groupes-clients. La première étape quand on travaille à l'intérieur d'une politique consiste à déterminer les groupes-clients ou les partenaires à l'intérieur du secteur touché par la politique. Ces groupes-clients deviennent des ressources qu'on utilise dans la poursuite de l'objectif. Chaque objectif politique est éclairé par les cinq champs d'action, de sorte à avoir ses groupes clients et ses ressources propres.

Après la détermination des ressources, cinq champs d'action forment la structure à l'intérieur de laquelle l'agenda politique est conçu. La première action consiste à utiliser la recherche pour éclairer et appuyer le scénario autour de l'objectif politique spécifiquement identifié. La deuxième est la représentation des intérêts – l'orientation prise par le secteur. On utilise ensuite le perfectionnement professionnel pour former les partenaires et accroître les niveaux de participation. Une bonne campagne de visibilité attire l'attention – en utilisant de façon stratégique des célébrités, des partenaires d'affaires, les médias et l'Internet. Finalement, il faut des alliances stratégiques pour élargir le champ d'influence. L'AFTA est très consciente des incidences du secteur des arts et de la culture sur l'économie, le bien-être social, l'éducation et les autres facettes de la société; il utilise par conséquent ces connexions naturelles pour favoriser de solides partenariats de réseautage.

Cette approche permet de créer un contexte autour de chaque objectif politique. Chaque question est examinée de fond en comble, ce qui donne lieu à des recommandations sur ce qu'il faut faire maintenant, ce qu'il faudra faire ensuite, suivi d'une évaluation du travail, pour permettre au secteur de poursuivre une progression éclairée.

Anne L'Ecuyer insiste sur l'importance capitale pour l'atteinte de consensus que les participants focussent sur ce qu'ils ont en commun plutôt que sur ce qui les sépare. La chose est plus facile à dire qu'à réaliser et demande un réel effort car la plupart du temps, les participants au processus sont plus habitués à considérer tout sujet en fonction des besoins spécifiques de leurs commettants et à focuser plus sur ce qui les distingue ou ce qui les sépare que ce qui constitue leur intérêt commun.

Autre conseil important : à l'intérieur des cinq champs d'action, on présente les arts et la culture comme une solution aux décisionnaires. Chaque objectif politique poursuivi par l'AFTA présente le secteur comme apportant des solutions aux problèmes du jour, et non comme un élément faible, quelque chose à caractère caritatif ou quémandant des faveurs. C'est une démarche puissante parce que le secteur des arts et de la culture est capable de fournir des solutions qui ont généralement de multiples facettes publiques.

Anne L'Ecuyer a donné comme exemple un immeuble historique auquel il faut trouver une utilisation qui préservera son intégrité historique. Le secteur des arts et de la culture mettrait en valeur le concept d'une installation polyvalente – qui contiendrait un lieu pour les arts, un restaurant, un théâtre, des boutiques, des galeries et des copropriétés. On présente ainsi le secteur des arts et de la culture comme un intervenant qui offre des solutions constructives et puissantes, qui comportent souvent des avantages culturels, éducatifs, sociaux et économiques.

c. Le contexte canadien

Si l'exposé *d'Americans for the Arts* était très centré sur les États-Unis, il est possible de discuter d'un grand nombre de ses éléments structuraux, de les transposer et de les adapter à un contexte canadien.

Quand la Conférence canadienne des arts a lancé le processus de création d'un consensus avec le secteur, en organisant les Forums régionaux en 2008, elle a posé plusieurs questions :

- Quel est le climat courant dans lequel le secteur fonctionne?
- Quelles sont les principales priorités politiques du secteur?
- Comment le secteur va-t-il travailler collectivement pour réaliser ses objectifs?
- Quels sont les outils dont nous avons besoin pour réaliser ces objectifs?

Les réponses à ces questions ont été présentées dans le [Rapport du Forum régional](#). Mais on peut examiner ces résultats à la lumière nouvelle du cadre de la structure de l'AFTA.

Le climat courant est certainement celui de l'incertitude économique. Qu'il y ait amélioration ou non, tous les genres de changements économiques ont leurs gagnants et leurs perdants. Anne L'Ecuyer fait valoir qu'on doit présenter les arts comme des gagnants. Doté d'une abondance de partenariats, creuset de la ressource renouvelable qu'est la créativité, le secteur est positionné dans le climat courant comme une source de solutions.

Les principales priorités du secteur canadien incluent un problème d'image, mis en valeur par la visibilité inattendue qu'il a connue à cours de la dernière élection. La façon dont les arts sont perçus sur la scène nationale suscite encore des inquiétudes. Les réductions du financement national continuent d'être un enjeu important du secteur, comme les préoccupations à l'égard de l'enseignement des arts et de la formation.

Le très grand nombre de participants aux Forums régionaux de la CCA et à l'Atelier sur la stratégie culturelle nationale démontre un sentiment naissant de possibilité – on se rend compte que c'est le temps maintenant de travailler ensemble et faire des gains avec nos priorités.

En travaillant collectivement, la CCA continue de favoriser l'inclusion sectorielle et la création de consensus concernant les aspects sur lesquels TOUT LE MONDE PEUT S'ENTENDRE. Cela comprend des partenariats éventuels avec des alliés à l'extérieur du secteur. De plus, la communication à l'intérieur du secteur fait partie intégrante du processus parce que beaucoup de professionnels de la culture travaillent dans un climat d'isolement, géographique ou professionnel.

Finalement, nous avons clairement besoin d'objectifs à long terme pour rendre le programme de politique robuste, cohérent et productif. En conséquence, il ne faut pas axer les objectifs à long terme du secteur uniquement sur le cycle électoral actuel ou sur une possibilité particulière de financement, ce qui ne veut pas dire qu'on négligera les objectifs à court terme pour autant. À la fin, le secteur doit être capable de faire preuve d'ouverture pour réaliser les stratégies à long terme. Mais le but d'un effort national est ultimement d'en arriver à un consensus et à une coordination à long terme.

L'atelier s'est poursuivi avec des séances de discussion, où les participants devaient s'asseoir avec un groupe pour discuter de l'approche stratégique pour déterminer les ressources et travailler à l'intérieur des cinq champs d'action sur une politique prioritaire donnée. Pour un résumé des propos tenus en atelier, voir le document en annexe.

d. Planification de scénario c. planification stratégique

Pour que le secteur poursuive le processus d'évolution de sa coordination, on a établi une distinction entre la planification stratégique et la planification de scénario. La planification stratégique est une démarche qui consiste à élaborer des méthodes selon une orientation linéaire qui ne tient pas compte du changement des facteurs externes. À l'inverse, à mesure que le secteur progresse par l'entremise de ses scénarios, il prévoit les changements de climat et de circonstances et peut s'adapter. Avec des facteurs qui varient, la planification de scénario permet plus de flexibilité.

L'atelier s'est terminé sur la question d'un calendrier de progression. On a demandé un rapport provisoire avant l'été 2009.

2. Rapport sur le déjeuner de travail du conseil d'administration

Le conseil d'administration de la Conférence canadienne des arts a accueilli des chefs de file du secteur des arts et de la culture à un déjeuner rencontre le 13 mars 2009. Ces chefs de file étaient représentatifs d'un éventail d'organismes, d'institutions et de syndicats de l'ensemble du Canada. Ils ont été réunis pour poursuivre la discussion sur la façon de créer un consensus à long terme dans le secteur, et pour déterminer les priorités à court terme.

a. Modèles de création de consensus chez les Américains

Anne L'Ecuyer a encore une fois modéré cette discussion et a commencé en démontrant comment un calendrier d'actions régulières et systématisées permet au secteur américain d'avoir plus d'influence sur les décisionnaires. Les activités menées de façon continue à l'échelle locale, au niveau de l'État et à l'échelle fédérale, et la tenue d'une convention sur la politique, « Day on the Hill », en plus du recours aux médias et à des célébrités, ont conféré ensemble au secteur américain la capacité d'exprimer une vision unifiée de la politique des arts et de la culture.

L'animatrice a ensuite discuté avec le groupe de diverses leçons du modèle américain qu'il est possible d'adapter pour le Canada et qui devraient être utilisées dans l'élaboration d'un programme pour créer un consensus.

La première leçon à apprendre est que le secteur doit se concentrer sur les politiques sur lesquelles il s'entend. Le secteur des arts et de la culture doit se fier sur ses atouts et ressources – qui incluent la présence généralisée du secteur dans chaque communauté du Canada, et les personnes créatives qui sont partout dans le pays. Il faut s'appuyer sur ces forces pour créer le consensus.

La deuxième leçon est de **ne pas s'enliser dans le débat sur les grands thèmes.** Plutôt que de discuter de ce qu'est « l'art » ou « la culture », il faut que le message public demeure à l'extérieur du débat philosophique.

Anne L'Ecuyer a conseillé au secteur canadien **de travailler en petits groupes tout en continuant de rendre compte à l'ensemble du secteur.** Les groupes de travail plus petits, transparents, doivent progresser tout en rendant compte à l'ensemble du secteur.

Finalement, **le modèle utilisé aux États-Unis pour structurer les objectifs est fondé sur un mécanisme de scénario.** Plutôt que d'établir une série de points précis que le secteur accomplira, examiner plutôt l'environnement contextuel dans lequel nous sommes, élaborer des scénarios sur les facteurs qui vont changer – le gouvernement, l'environnement économique et les membres de la communauté. Énoncer ce que sont les facteurs et les intégrer dans des scénarios possibles que le secteur devra traiter.

b. Scénarios de politique pour le groupe de travail

Il a été déterminé à la réunion que le réseau des chefs de file doit poursuivre en créant un groupe de travail qui traitera divers scénarios. **À court terme, il a été jugé nécessaire d'accélérer les préparatifs en vue d'une élection prochaine.** Un scénario à court terme serait un changement de gouvernement. C'est un premier scénario utile pour un secteur coordonné parce que tout le monde dans la pièce est capable de s'entendre sur cette question. La question existe en plus à l'intérieur d'un cadre temporel particulier. La situation en ce moment est que les partis n'ont pas de plates-formes particulières en matière d'arts et de culture et n'ont pas d'idées de leur orientation particulière dans ce secteur. Un effort concerté de recherche et de politique, de visibilité, de représentation des intérêts, de développement professionnel et d'alliances stratégiques établirait la méthodologie requise pour faire valoir les plateformes des partis.

Dans la discussion ouverte, beaucoup d'autres enjeux politiques ont été soulevés comme étant des thèmes que le groupe de travail devrait traiter. Mais les participants étaient nombreux à se préoccuper énormément du long terme à la lumière de la progression de plus en plus coordonnée du secteur.

L'un des premiers scénarios de politique soulevé par ACTRA et l'Independent Media Arts Alliance concernait la question de la **radiodiffusion**, celle de la réglementation et le financement des praticiens des médias qui sont indépendants. Beaucoup de participants avaient à l'esprit la nécessité de coordonner les programmes de politique dans le nouvel environnement médiatique, de la radiodiffusion, du droit d'auteur et de la réglementation fédérale.

Une représentante de la **Coalition canadienne des arts** a exprimé comment le secteur des arts lui apparaît en ce moment, et comment il faut mettre la coordination en place à court et à long terme. Elle a souligné que dans le climat économique actuel, le secteur doit clarifier la nature de ses rapports et s'engager à établir des programmes cohérents d'études et de lobbying. Elle a exprimé la nécessité de compter sur un organisme indépendant du financement public qui pourrait exercer des activités de lobbying, tout en demeurant transparent pour le secteur, et qui évoluerait avec le temps au moyen d'une base de participation élargie. Elle voyait un organisme qui communiquerait de façon officielle avec ses partisans, qui échangerait régulièrement l'information, qui favoriserait le développement d'un caucus fédéral des arts, qui s'occuperait des relations avec les médias et qui organiserait une journée annuelle sur la Colline du Parlement. La Coalition a déclaré qu'il faut éclaircir à court terme les rapports de la Conférence canadienne des arts, déterminer les organismes d'appui et les personnes qui soutiendraient une telle initiative.

Anne L'Ecuyer a regroupé les participants en résumant. Dans le système de scénario, les facteurs généralisés au Canada incluent la fragmentation du secteur et un environnement légal dans lequel des entités différentes peuvent entreprendre des activités différentes. De cette façon, le point sur la voie de la création du consensus dans le moment présent est un point où le secteur doit construire une série de scénarios différents et trouver ensuite un processus d'élaboration de ces scénarios, dont émanera la capacité de prendre des décisions sur une base unifiée.

Anne L'Ecuyer a expliqué que cette question faisait partie des environnements économiques et politiques. Mais pour élaborer des scénarios, il faut élargir ces facteurs. Par exemple, le changement de l'environnement technologique touche la prestation des

arts, l'élargissement des nouvelles formes d'art dans les nouveaux médias et l'environnement de communication. Elle a demandé au groupe d'élaborer d'autres facteurs contextuels qui auraient un effet sur les scénarios de politiques.

Les questions mises sur la table étaient les restrictions désuètes des politiques, qui entravent l'évolution et la flexibilité des nouveaux médias, nuisent à la radiodiffusion et au rôle de l'individu artiste. De plus, le silence qui règne par rapport à certaines politiques est un facteur de la réalisation des objectifs – comme l'absence d'une politique muséale nationale.

Dans la réflexion spontanée, l'environnement global est un facteur contextuel dont il faut tenir compte en ce qui a trait à la propriété intellectuelle et aux nouveaux médias. Où en sont les autres pays à l'égard de ces questions et est-ce qu'on peut utiliser des cas comparables pour créer un consensus à l'intérieur du Canada?

Concernant également les facteurs internes au Canada, la réalisation d'un cycle annuel régulier de financement des arts et de la culture était un scénario à l'intérieur duquel la politique, le consensus et les activités seraient en mesure d'exister dans un format fondé sur le long terme.

Prochaines étapes

Après beaucoup de discussion, un certain nombre de questions ont été posées au groupe :

- En ce qui a trait à un calendrier, quand avez-vous besoin du premier rapport d'étape du groupe de travail?
- Qu'allez-vous vous attendre à entendre?
- Quand aurez-vous besoin d'un rapport plus officiel?

Il y avait un **sentiment d'urgence dans la pièce, l'urgence d'entreprendre l'élaboration du cadre de création du consensus**. À l'intérieur du scénario à court terme d'un cycle électoral qui s'annonce rapidement, un grand nombre des participants considéraient qu'il faut établir rapidement un groupe de travail. Nombreux étaient également ceux qui estimaient qu'on ne doit pas réinventer la roue, qu'il ne s'agit pas de refaire le travail qui a déjà été fait.

Certains croyaient cependant que ce groupe ne doit pas siéger au sommet d'une pyramide plus haute que les autres, mais qu'il doit simplement permettre aux réseaux qui existent déjà de mieux communiquer les uns avec les autres. Dans le processus de détermination des atouts, il était clair que certains organismes et associations qui existent sont plus aptes à assumer certaines responsabilités. Il a été convenu que le rôle du groupe de travail serait de déterminer ces atouts à l'intérieur d'un scénario donné, de coordonner l'effort sectoriel et de déléguer les responsabilités en conséquence.

Il a été souligné encore que **ce groupe visait l'inclusivité** : celle des arts, des industries culturelles, dans la parité linguistique, étant entendu qu'il existe déjà d'autres coalitions et d'autres sommets.

Conclusion

Kathleen Sharpe, la présidente de la CCA, a confirmé l'engagement de la CCA à mettre immédiatement sur pied un comité de travail ad hoc chargé de développer davantage de coordination à l'intérieur du secteur, en commençant par la préparation pour la prochaine élection fédérale. Elle a laissé le groupe avec les mots suivants : « La CCA est votre organisme : à vous d'en faire usage comme bon vous semble. Comment allons-nous travailler ensemble pour faire en sorte que les choses se nouent vraiment au cours de la prochaine année, que tout fonctionne bien, que le message soit le bon et que les réussites soient au rendez-vous? »

Annexe : Rapport des divers groupes de discussion

Les priorités traitées par les groupes de discussion incluaient le financement fédéral des arts et de la culture, l'économie de la création et l'enseignement des arts. Il y avait également un groupe qui s'est concentré sur d'autres programmes de politique.

Les outils déterminés pour réaliser les politiques étaient les suivants :

- connaissance de nos ressources et de nos atouts (établissement d'une cartographie)
- des études et des données valides
- la coordination
- des communications sur une base régulière
- la formation en matière de représentation des intérêts : apprendre comment parler, comment traiter avec les médias succinctement

Chaque groupe de politique a commencé en posant une série particulière de questions pour engager les conversations. Les groupes se sont ensuite penchés sur chacun des champs d'action pour structurer le cadre de chaque politique.

FINANCEMENT FÉDÉRAL :

- **Représentation des intérêts :** *Qui sont les groupes clients? Où sont les réseaux? Qui agit en ce moment? Quels sont les messages courants?*
 - o Besoin de messages à l'intention du public, qui pourra les transmettre aux politiciens. Les messages négatifs ont des résultats négatifs. Besoin d'adopter un message positif bien clair qui touche le public.
 - o Quelles sont les ressources? Dans la planification d'une campagne électorale, le caractère distinct de chaque coalition et de chaque silo fragmente le secteur en ce moment. Besoin d'une structure de coordination pour construire des ponts ensemble entre ces factions.
 - o Les grandes questions politiques n'ont pas été les mieux traitées à l'intérieur de l'industrie. Qu'est-ce que nous ferions à la place?
 - o Qu'est-ce que le public canadien attend de ses arts? Besoin de statistiques pour renforcer chaque argument. Se demander par exemple combien de parents au Canada veulent que l'enseignement des arts dans les écoles soit financé?
 - o Besoin d'une définition cohérente de la culture et de ce que les Canadiens entendent par exercer des pressions auprès des décideurs fédéraux.
- **Recherche**
 - o Discuter plus du partage, de la distribution et de l'interprétation de l'information. Les gens ont de la difficulté à s'informer.

Besoin de se demander qui publie. Par exemple Le Conference Board du Canada.

- Besoin de faits et de statistiques – entreprendre une conversation avec le public et partager les données économiques du secteur. De cette façon, le public peut voir le rôle que le financement public peut jouer. Ce serait le cas par exemple d'une fraction des coûts d'exploitation d'une compagnie de théâtre qui fait de la tournée.
- Besoin de renseignements exacts et à point nommé.
- Manque d'études sur le développement des politiques en matière d'arts.
- Le financement fédéral peut mettre assez d'argent ou non dans le système, mais il manque d'efficacité, de transparence et de consultation.
- Les organismes n'ont pas les ressources pour obtenir l'information sur les diverses incidences des arts et de la culture sur la société.

- **Alliances stratégiques et visibilité**

- L'image d'un secteur de quêteux persiste encore. Besoin de contrer cette image avec des messages qui disent que « les Canadiens ordinaires apprécient les arts », que « les arts sont la pierre angulaire de l'économie du savoir ». Le message est : les arts ne sont pas ce dont *nous* avons besoin, c'est ce dont la *communauté* a besoin.
- Le rapport entre les arts et la citoyenneté. Par exemple les abonnements au Musée des beaux-arts de l'Ontario offerts aux personnes qui obtiennent la citoyenneté.
- Manque de nouveaux messages dynamiques – sentiment d'excitation, impression d'être en plein dessus, créer une plateforme irrésistible que les gens peuvent présenter aux décisionnaires.
- Obtenir la participation des autres atouts qui sont concernés, soit le public, les praticiens et les associations.
- Quels sont les réseaux? Comment tracer les liens?
- L'alliance la plus importante, notre atout le plus important, c'est le public.
- Axer les messages sur quelque chose d'impérieux. Adresser par exemple le message directement aux parents.

- **Perfectionnement professionnel**

- Besoin de développer des compétences en matière de représentation des intérêts pour les artistes, les professionnels de la culture et le grand public.
- Qui peut faire cela? La CCA peut jouer ce rôle. Le groupe fédéral a besoin de coordination.
- La première chose que la CCA pourrait faire est d'établir la cartographie du secteur (déterminer les atouts) : Qui sommes-nous?

- Si nous cernons la crise, pouvons-nous établir une cartographie du système qui nous permet de faire remonter l'information jusqu'à un grand organisme coordonné (CCA?) qui est ensuite capable de définir les rôles – déterminer les enjeux, mettre les gens en rapport, réunir le réseau et filtrer l'information et la recherche de bas en haut et de haut en bas.

ÉCONOMIE DE LA CRÉATION :

- **Perfectionnement professionnel** : *Qui réussit bien dans ce domaine? Qu'est-ce qu'ils font de si bien?*
 - Conseil des ressources humaines du secteur culturel (CRHC).
 - Difficulté de conserver les artistes à l'intérieur des économies de la création qui ont atteint un certain sommet : besoin de créer l'équité pour les artistes dans les collectivités qu'ils construisent.
- **Alliances stratégiques**
 - Examiner les grands réseaux – aller au-delà de la planification à l'échelle provinciale, s'intéresser également à l'échelle municipale et aux organismes communautaires. Comment les gens font-ils pour se connecter?
 - Comment les artistes se connectent à ces différents niveaux en nourrissant l'économie du savoir.
- **Représentation des intérêts**
 - Objectif d'essayer d'exprimer de la créativité au-delà de la discussion de l'incidence économique.

ENSEIGNEMENT DES ARTS :

- **Recherche** : *Quelles sont les questions courantes? Qui a fait des études? Qui possède une capacité de recherche? Quelles études pouvons-nous emprunter? Quelles sont les nouvelles études nécessaires?*
 - Faire l'inventaire des études courantes
 - Cerner à fond toutes les études sur l'enseignement des arts
 - Ceux qui ont les ressources et la capacité de produire des études : Fédération culturelle canadienne-française (FCCF), établissements axés sur les minorités linguistiques, Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), Centre interdisciplinaire de recherche (CIRCEM), ministères de l'Éducation des provinces, Association acadienne des artistes professionnel.le.s du N.-B. Inc. (AAPNB), universités, La Fondation Héritage Canada, Hill Strategies, Conseil des arts de l'Ontario

- **Représentation des intérêts**
 - o Créer un message : programmes d'enseignement des arts dans les écoles pour que les enfants deviennent des adultes qui se sont approprié naturellement les arts et la culture
 - Accroître la participation communautaire et citoyenne et l'image de soi
- **Perfectionnement professionnel**
 - o Adaptation au milieu d'enseignement
 - o Facilité d'accès aux ressources pour les intégrer dans l'environnement d'enseignement
 - o Évaluation des aspects financiers, de la viabilité et des ressources
- **Alliances stratégiques**
 - o Commission canadienne pour l'UNESCO, universités de recherche, Artsmart, ministères de l'Éducation, Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) et Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)

AUTRES QUESTIONS :

- Réforme fiscale, étalement du revenu sur les années suivantes, succession et transition des professionnels, propriété intellectuelle, équité culturelle. Problème du fait que certaines politiques ne sont pas harmonisées entre les provinces.
- Situation et soutien des artistes et des travailleurs de la culture.
- Revenu, exemption d'impôt, assurance-emploi (prestations), politiques qui excluent les travailleurs de la culture.
- **Alliances stratégiques** : *Qui sont les partenaires habituels qui réussissent? Qui sont les alliés naturels dans ce domaine?*
 - o Communauté sportive, syndicats, travailleurs autonomes d'autres secteurs, groupes comme les concepteurs de logiciel, ou les entreprises de technologie, syndicats d'enseignants ou programmes universitaires de formation des travailleurs de la culture.
 - o Qui réussit bien dans ces domaines? CRHSC (trousses d'outils), Cultural Careers Council of Ontario, province de Québec, autres professionnels (art-thérapeutes).
- **Ressources** : Garry Neil, Joyce Zeymans, Statistique Canada, Hill Strategies, CRHSC, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP).